

HISTOIRES DE LA DIPLOMATIE SUISSE

Quel temps fait-il à Bucarest?

18. AVRIL 2019 - 11:17

En avril 1969, le conseiller fédéral Willy Spühler s'est rendu en Roumanie. C'était la première fois qu'un ministre suisse des Affaires étrangères allait dans un pays d'Europe de l'Est. Ce voyage, qui s'est déroulé dans une atmosphère détendue entre le bloc soviétique et les pays occidentaux, a marqué un nouveau cap dans la diplomatie suisse.



Le ministre des Affaires étrangères roumain Corneliu Mănescu (à gauche) accueille le conseiller fédéral Willy Spühler à l'aéroport de Bucarest, le 18 avril 1969.

(SRF-SWI)

«[...] La conversation pendant les deux visites et pendant le déjeuner entre quelques amis proches était amicale et ouverte. Alors que le président [du Conseil des ministres, Ion Gheorghe] Maurer, jovial et plein de vitalité, n'a pas fait preuve de beaucoup de retenue dans ses déclarations, le président [du Conseil d'Etat et chef du parti Nicolae] Ceausescu s'est présenté comme un puritain du parti, réfléchissant et pesant chaque mot. Il était clair qu'il ne voulait faire apparaître aucun doute sur ses convictions politiques et sa

loyauté envers le camp communiste. D'un autre côté, il a également réitéré avec la même clarté et la même univocité le point de vue roumain sur l'indépendance et la souveraineté des nations et sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures[...].»

📄 Note de Hans Miesch, chef de section du service Est du Département politique fédéral (DPF) à l'attention du chef du DPF Willy Spühler, le 30 avril 1969

Au milieu des années 1960, un vent nouveau souffle sur les relations entre l'Europe de l'Est et les pays occidentaux. Surtout après la 📄 crise des missiles de Cuba en 1962, l'idée qu'il conviendrait de trouver un terrain de dialogue pour réduire les risques de conflit fait son chemin dans les deux blocs.

Dodis

Cet article fait partie d'une série consacrée aux "Histoires de la diplomatie suisse", en collaboration avec les Documents diplomatiques suisses (Dodis).

Le Centre de recherche Dodis, un institut de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales, est le centre de compétence universitaire pour l'histoire de la politique étrangère et des relations internationales de la Suisse depuis la fondation de l'État fédéral en 1848.

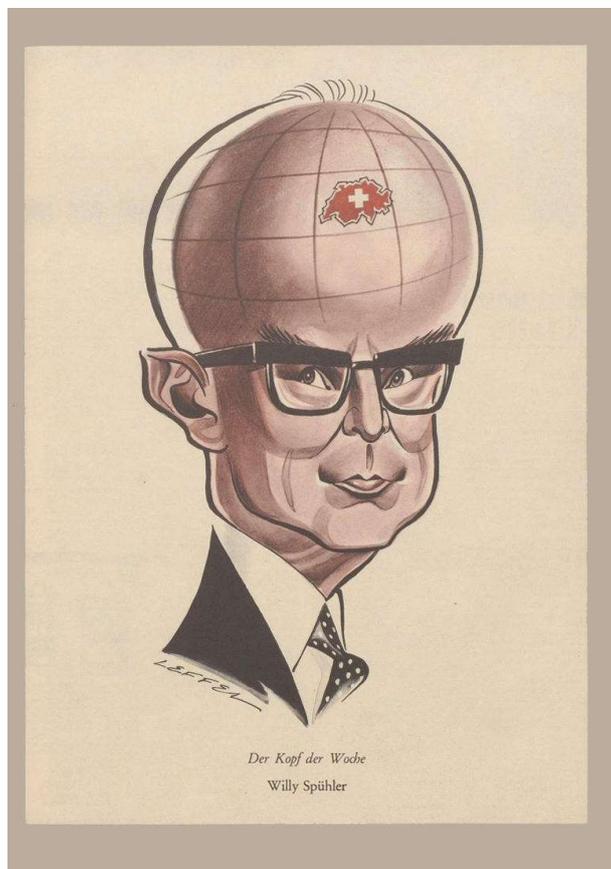
(Dodis)

En juillet 1966, dans le cadre de la Déclaration de Bucarest, les pays du 📄 Pacte de Varsovie avaient espéré un climat de détente dans leurs relations avec les pays d'Europe occidentale en proposant la convocation d'une conférence continentale sur la sécurité et la coopération.

Ce n'était pas le premier signal en ce sens qui venait de l'autre côté du rideau de fer. Et le message fut également reçu à Berne. Peu après la Déclaration de Bucarest, l'ambassadeur soviétique 📄 avait explicitement convié la Suisse à se joindre aux efforts de détente en Europe. Cette nouvelle dynamique des relations internationales a alors confronté la diplomatie suisse à la nécessité de repenser ses relations avec l'Europe de l'Est et a soulevé la question d'une éventuelle visite dans un pays du bloc communiste.

Des ministres qui ne voyagent pas

«En principe, à l'époque, les conseillers fédéraux ne se rendaient pas souvent à l'étranger», se souvient Thomas Bürgisser, employé des Documents diplomatiques suisses (📄 Dodis). La tradition républicaine suisse était réticente à déléguer des tâches de représentation politique à l'étranger à des membres du gouvernement.



Willy Spühler sur une caricature de l'hebdomadaire satirique Nebelspalter, 1967

(Nebelspalter)

Il y avait des exceptions et, en particulier après la Seconde Guerre mondiale, la participation à des conférences ministérielles ou à des réunions multilatérales était devenue une pratique fréquente et généralement acceptée.

Toutefois, les visites de ministres des Affaires étrangères dans d'autres pays continuaient d'être considérées avec suspicion. Il s'agissait au moins en partie d'un héritage de l'époque où la direction de la diplomatie incombait au président tournant de la Confédération et où l'on estimait que le président ne devait pas quitter le pays. «Les voyages des ministres des Affaires étrangères ne pouvaient pas se limiter à des questions techniques, mais revêtaient également une importance politique», constate Thomas Bürgisser.

La question de l'adaptation des pratiques diplomatiques, notamment à l'égard des pays du bloc communiste, a été discutée à plusieurs reprises en 1966. Le résultat des discussions a cependant confirmé l'approche traditionnelle: «Les Suisses sont horrifiés par les gens qui bougent trop et par les bavardages politiques; ils n'aiment pas non plus qu'on leur jette de la poudre aux yeux. Nous restons donc attachés à notre diplomatie discrète et sérieuse, qui ne se prête pas à des visites spectaculaires», notait [Antonino Janner](#), fonctionnaire du DPF.

Communistes mais indépendants

Le conseiller fédéral Willy Spühler, qui avait repris en 1966 la direction du Département politique fédéral (le futur Département des affaires étrangères), a d'abord suivi les recommandations de ses collaborateurs. En 1967, il s'est rendu en [Autriche](#) et en [Suède](#), deux pays neutres qui ne posaient aucun problème diplomatique. Cependant, la possibilité d'un voyage en Europe de l'Est n'a été que reportée.

La glace a été rompue la même année par Rudolf Gnägi, chef du Département fédéral des transports et de l'énergie, qui s'est rendu en Union soviétique pour [l'inauguration du vol régulier de Swissair](#) entre Zurich et Moscou. C'était un voyage représentatif, sans pourparlers diplomatiques, mais cela constituait un précédent.

Dans les mois suivants, au sein du DPF, le projet d'un voyage de Willy Spühler en Roumanie a pris forme. «La Roumanie était particulièrement intéressante pour la Suisse, car elle faisait partie du Pacte de Varsovie, mais suivait une ligne très indépendante de celle de Moscou», fait remarquer Thomas Bürgisser. [Divers contacts](#) entre les deux parties ont confirmé aux yeux du DPF les «tendances à l'indépendance» de Bucarest à l'égard de Moscou, à tel point que le département était favorable à un éventuel [approvisionnement en matériel de guerre](#) pour la Roumanie.

Répétant les invitations précédentes, en février 1969, l'ambassadeur de Roumanie proposa à Willy Spühler de visiter son pays lors d'une exposition industrielle suisse à Bucarest prévue pour le mois d'avril. Bien que le DPF était préoccupé par l'évolution politique possible en Europe de l'Est après la crise tchécoslovaque, il [estima l'occasion propice](#), d'autant plus qu'une telle visite aurait suscité «moins de remous qu'une véritable visite officielle».



Le ministre suisse des Affaires étrangères Willy Spühler en visite au monastère de Cozia, en Roumanie.

(SRF-SWI)

Tentatives de dégel

Le ministre suisse des Affaires étrangères est arrivé à Bucarest dans la soirée du 18 avril. Le lendemain, il rencontra son homologue roumain Corneliu Mănescu. Les discussions ont principalement porté sur le projet de conférence sur la sécurité en Europe, thème qui fera l'objet d'une intense activité de la diplomatie suisse dans les années suivantes.

D'autres questions bilatérales et de politique internationale ont été abordées lors des discussions avec le Premier Ministre Maurer et le leader du parti communiste roumain Nicolae Ceausescu.

La rencontre avec ce dernier est symptomatique de la prudence avec laquelle les représentants des deux pays s'approchent l'un de l'autre: «En ouvrant la discussion (...) le Président Ceausescu commence à parler du long hiver. Le chef du département reprend ce thème et le développe de telle sorte que l'hôte et l'invité – de manière implicite, bien sûr – ne parlent plus de temps, mais de politique.»

Du point de vue des relations bilatérales, la visite du ministre suisse des Affaires étrangères à Bucarest a eu un impact relativement modeste. «Cependant, la visite de Spühler a marqué le début d'une normalisation de la politique étrangère suisse, note Sacha Zala, directeur de Dodis. La participation à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a constitué une étape décisive dans le développement de la politique étrangère suisse vers une plus grande ouverture. Cependant, une partie de la population suisse est restée sceptique quant aux voyages des conseillers fédéraux, comme en témoigne la controverse qui a encore entouré le voyage de Pierre Aubert en Afrique en 1979.»